



DÉFICIT, FAISONS PAYER LES RICHES ! PAS LES SERVICES PUBLICS !

Le prochain vote des budgets de l'État et de la protection sociale (PLFSS) est l'occasion "rêvée" pour le gouvernement et les patrons de nous faire payer le déficit qu'ils ont créé, (les gouvernements pour financer les patrons, les patrons pour préserver leurs profits), tout en essayant de faire croire que nous en serions responsables. Il y aurait trop de dépenses des collectivités territoriales, trop de fonctionnaires, trop de droits sociaux...

Les déficits, ce sont les leurs :

Des milliards d'exonérations de cotisations pour les entreprises = déficit des caisses de la protection sociale

Des milliards de baisses d'impôts = déficit du budget de l'État.

Mais c'est nous qui allons payer : gel des pensions, relèvement de la taxe sur l'électricité, baisse du remboursement de la consultation médicale, déremboursement de médicaments, 15 milliards de moins pour la sécurité sociale, suppression de 4 000 postes d'enseignant.es, baisse des allocations chômage, baisse des financements pour la préservation de l'environnement... et baisse de l'aide médicale d'État pour nourrir les fantasmes de l'extrême droite et de la droite extrême.

BARNIER RIME AVEC AUSTERITÉ ET PAUVRETÉ ÇA VA PÉTER !

Nos collectivités territoriales sont particulièrement dans le viseur avec l'annonce d'une baisse de financement de 5 milliards, le blocage du point d'indice, la suppression envisagée de 100 000 emplois de fonctionnaires, l'accroissement du nombre de jours de carence, la fermeture du CNFPT....

Une vraie cure d'austérité dont on sait déjà qu'elle aggravera le « mal ». Moins de dépenses publiques, c'est moins d'investissement, c'est moins d'emplois, c'est moins d'impôts... c'est plus de déficit... et donc une future cure d'austérité.

C'est au total une baisse annoncée de 40 milliards d'euros pour les politiques publiques.

Ces mesures annoncent la fermeture de crèches, de services jeunesse, de restaurants scolaires, de places pour la protection de l'enfance, d'équipements culturels, la remise en cause d'investissements pour préserver l'environnement, moins d'entretien de nos villes et de nos bâtiments... et amplifieront la dégradation de nos conditions de travail et de vie.

Et bien évidemment les riches ne contribueront qu'à hauteur de 2 milliards, à comparer aux 70 milliards distribués aux actionnaires en 2023 et aux 500 plus grandes fortunes qui cumulent à elles seules 1200 milliards. On pourrait également les comparer aux plus de 100 milliards de fraude fiscale et aux 150 milliards d'aides en tout genre aux (grandes) entreprises.

Alors, plus que jamais nous devons construire les luttes et le rapport de force qui va nous permettre d'inverser la tendance et arracher nos revendications :

- l'abrogation de la réforme des retraites puis retour aux 60 ans avec 37,5 annuités !
- l'augmentation du point d'indice et son indexation sur la hausse des prix !
- Des services publics de qualité, partout, pour toutes et tous !

Ce qui veut dire des moyens à la hauteur, la défense du statut de fonctionnaire et un grand plan de titularisations !

Paris, le 23 Oct. 2024